

CIBLE

Erreur

Pas d'autre choix que l'austérité ? C'est ce qu'affirment depuis des décennies, les dirigeants de la droite et de la gauche, les experts patentés et les éditorialistes de cour. Les contestataires sont considérés comme des idiots malfaisants.

Et voici la surprise : le FMI, qui enseignait et appliquait ce dogme d'apparence scientifique, s'est trompé ! Son économiste en chef, Olivier Blanchard, a reconnu que le modèle mathématique de référence ne permettait pas de prévoir l'ampleur des effets négatifs provoqués par les politiques d'austérité.

Étrange. Il a fallu qu'on repère en haut lieu une erreur de calcul pour qu'apparaisse la réalité qui accablait, en toute connaissance de cause, les citoyens ordinaires en Grèce, en Espagne, au Portugal... en France même.

Étrange et scandaleux. L'aveu d'Olivier Blanchard n'empêche pas les oligarques de persévérer dans l'erreur. Aveuglement volontaire, fructueux pour une minorité qui n'a pas besoin d'imposer une censure pour que le scandale soit étouffé et vite oublié.

Nous allons continuer à subir l'austérité tout en sachant mieux combien elle est imbécile.

GUERRES

Comment peut-on décider ?

Fiscalité

Il faut une réforme

p. 4

Idées

Romain Rolland

p. 9

Mais où sont-ils passés ?

Indignés espagnols et portugais, Américains du mouvement *Occuper Wall Street*, Russes qui manifestaient l'hiver dernier : ces foules nombreuses qui envahissaient les rues pour dénoncer capitalistes et oligarques ont disparu. Pour quelles raisons ?

Madrid, Moscou, Athènes, New York, Lisbonne : ces deux dernières années, un vent de révolte a soufflé sur une partie du monde et tous les adversaires de l'ultra-libéralisme et des oligarques ont espéré qu'il y avait là le début d'un mouvement qui finirait par bousculer les pouvoirs établis. Telle était la conviction des manifestants et, ici, nul n'a mis en cause leur enthousiasme, leur générosité, la pertinence de leurs critiques et leur inventivité verbale.

Encore fallait-il que ces mouvements, pour se développer et percuter directement le système établi, prennent une dimension clairement politique. Ce qui suppose un projet général d'où l'on tire un programme cohérent, en fonction desquels on met au point une stratégie de conquête du pouvoir. Or c'est malheureusement cette démarche politi-

que qui a été ignorée ou récusée par les animateurs des mouvements de protestation.

En Russie, les citoyens, plutôt jeunes, qui sont descendus dans la rue n'ont pas vu que l'alliance de tous les opposants à Vladimir Poutine ne produirait rien de positif puisque les nationalistes, les libéraux, les défenseurs des droits de l'homme et les socialistes ne pouvaient pas s'entendre sur un programme commun. Si les contestataires sont aujourd'hui dispersés, ce n'est pas à cause de la répression - qui aurait dû dynamiser et amplifier le mouvement - mais à cause de l'absence de tout projet alternatif.

Aux États-Unis, les campeurs de Zuccotti Park ont eu le tort de croire à leur slogan : on peut proclamer que « nous sommes 99 % » et s'autoféliciter à l'infini de cet effet de masse sans parvenir à éviter la fin prévisible : la dispersion sous l'effet de la répression

policrière - là encore, insuffisante pour casser le mouvement - mais surtout de la fatigue et de l'absence de perspectives masquée un temps par la langue de bois libertaire. Présenter un programme, c'était reconnaître la légitimité de l'ennemi. C'est ce que souligne Thomas Frank dans un article (1) aussi lucide que cruel : « *Occupying Wall Street, le compte rendu quasi officiel de l'aventure* (2), assimile toute velléité programmatique à une fétiche conçu pour maintenir le peuple dans l'aliénation de la hiérarchie et de la servilité. »

En Europe de l'Ouest, point de projet ni de programme politiques mais la dénonciation justifiée des oligarques, la revendication légitime de droits fondamentaux (au logement, à la santé...) et une exigence de démocratie directe qui n'a jamais pu se traduire dans un projet de transformation des institutions politiques. On le

sait depuis des décennies : il y a loin du comité de base d'un quartier en ébullition à la participation aux décisions d'intérêt général. Ceci sans oublier que la belle **spontanéité des masses** laisse vite apparaître les pratiques autoritaires et manipulatoires des groupuscules activistes.

Le résultat de cette effervescence ? Le grand calme qui règne dans les rues de New York, de Moscou, de Paris, tandis que les organisations syndicales continuent la lutte à Lisbonne, à Madrid, à Athènes sans obtenir de résultats décisifs. Rien n'est figé, rien n'est perdu, cela va sans dire. En Grèce, la percée fulgurante de Syriza a montré qu'un parti politique pouvait jouer un rôle considérable - à condition que ses dirigeants ne se laissent pas séduire par le confort d'une opposition **raisonnable**.

Dans les nations européennes les plus durement touchées par la crise, point d'autre solution que de présenter, au moins, des éléments de programme. La sortie de l'euro, la nationalisation du crédit et des secteurs industriels décisifs, la protection de l'économie nationale permettraient de redonner un espoir politique aux citoyens mais, pour l'heure, aucun parti ne veut entendre parler de ces solutions. La lutte sera longue...

Jacques BLANGY

(1) Cf. Thomas Frank - « *Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même* », *Le Monde diplomatique*, janvier 2013, pages 4 et 5.

(2) Collectif Writers for the 99 %, « *Occupying Wall Street : The Inside Story of an Action that Changed America* », Haymarket Books, Chicago, 2012.

royaliste 
BI-MENSUEL • DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Mais où sont-ils passés ? - p.3 : La victoire des banques - La saignée du Dr Migaud - p.4 : Jean Valjean trahit Victor Hugo - p.5 : L'Afrique des chefs - p.6/7 : Tuer ou laisser mourir ? - p.8 : Thorez - Des héros et des salauds - p.9 : Souvenir de Romain Rolland - p.10 : Citations - Jacques Chevallier - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Le fatalisme jusqu'où ?

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (50 €) soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

La victoire des banques

Les Accords de Bâle III du 16 décembre 2010 étaient destinés à réglementer le système financier afin d'empêcher les banquiers de spéculer à tout-va. Un bras de fer s'est engagé et devinez qui a gagné ?

Des spéculations frénétiques, des fonds propres insuffisants : les banquiers rapaces qui se croyaient magiciens finirent par se prendre les pieds dans leur tapis volant et provoquer un séisme financier qui n'a pas fini de produire ses effets.

Sempiternellement dénigrés par les ultra-libéraux, les États affaiblis s'efforcèrent de sauver les banques et les dirigeants américains, anglais, français, allemands, jurèrent qu'on ne les y reprendrait plus. De sommets en sommets, ce n'étaient que discours et promesses sur la réglementation et la régulation. En France, une presse servile loua Nicolas Sarkozy d'avoir sauvé la planète et, techniquement, on signa le 16 décembre 2010 les Accords de Bâle III dans le cadre du *Comité de Bâle* qui est chargé, depuis 1974, de renforcer la sécurité du système financier. En gros, les banques devaient augmenter le montant de leurs fonds propres par rapport à leurs engagements (ratio de solvabilité) et augmenter leurs réserves pour faire face à une crise de liquidités (ratio de liquidité).

Bien entendu, les banquiers crièrent qu'on les égorgeait et ils organisèrent une campagne de chantage, menaçant de réduire leurs crédits et par conséquent de freiner l'activité économique. La réponse à donner n'était pas compli-

quée : il suffisait de prévoir des clauses d'assouplissement pour une durée limitée afin d'inciter les banques à faire leur vrai métier. On a préféré capituler et ce sont les Américains qui ont donné le signal. En novembre dernier, la Réserve fédérale a décidé de reporter aux calendes grecques les règles prévues par le Comité de Bâle. Les banquiers européens ont immédiatement déclaré que leurs confrères américains auraient sur eux un avantage insupportable et ils ont réclamé des **assouplissements**.

Les représentants des principales banques centrales qui composent le Comité de Bâle ont capitulé en y mettant comme d'habitude les formes : la mise en œuvre du ratio de liquidité serait reportée à 2019 et on acceptera de nombreux titres (actions, créances hypothécaires titrisées) dans des réserves bancaires qui, au départ, devaient être beaucoup plus solidement constituées. On peut bien sûr soutenir que le report n'est pas un abandon et qu'il y aura finalement un progrès dans la régulation. Nous nous apercevrons tôt ou tard, et toujours à nos dépens, que les banques sont laissées libres de faire de l'argent par des spéculations éhontées, libres de ne pas financer les activités productives.

Oui, décidément, en France il faudra les nationaliser.

Sylvie FERNOY

La saignée du docteur Migaud

Au moment où l'économie française entre en récession, le président de la Cour des Comptes prescrit une nouvelle purge budgétaire. Encore un médocastre qui reste sourd aux avertissements des économistes indépendants...

Lorsque le Produit intérieur brut est négatif pendant deux trimestres consécutifs, l'économie est en récession. Tel est le cas, signalé par la Banque de France : en 2012, le PIB a baissé de 0,1 % au quatrième trimestre comme au troisième.

Le gouvernement, qui s'obstine dans la rigueur, a reçu le 10 janvier un soutien de poids : le président de la Cour des comptes, Didier Migaud, longtemps député socialiste et ancien président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale. Impressionnant ? Non ! Comme tous les oligarques socialistes, Didier Migaud se contente de reprendre la vulgate ultra-libérale : « *Dans le redressement à conduire, une priorité claire doit être donnée au levier dépenses par rapport au levier recettes* » et selon lui la purge doit être administrée à « *tous les acteurs de la dépense publique* » - administration centrale, Sécurité sociale, collectivités territoriales.

Bien entendu, le chœur des économistes à gages et la base-cour des éditorialistes de France 2, BFM TV et autres lieux où souffle l'esprit de purgatoire a renchéri : couper dans les retraites, couper dans les dépenses de santé, couper dans toutes les allocations !

Ces mots d'ordre imbéciles et suicidaires sont récusés par

les économistes indépendants. Ainsi André Orléan, directeur de recherches à l'EHESS, qui élève le débat dans un entretien publié par Mediapart (1) en soulignant la crise qui affecte la zone euro : après la récession de 2012, une quasi-stagnation (+ 0,1 %) en 2013 qui devrait porter le chômage à 12 %. Comment, dans ces conditions, espérer une reprise économique en France ? André Orléan va plus loin : il met en question « *cette étrange construction institutionnelle qui a produit une monnaie sans souveraineté* » et qui est d'une grande fragilité.

On présente Mario Draghi comme un magicien parce qu'il a réussi à obtenir une détente sur les taux d'intérêt mais « *la position de Draghi est instable car il est soumis à l'arbitrage de puissances qui ne partagent ni les mêmes intérêts, ni les mêmes visions stratégiques* ». Et de rappeler que l'Europe du marché unique « *unit des consommateurs et non des citoyens* » : si ces consommateurs voient leur pouvoir d'achat baisser et s'ils sont massivement touchés par le chômage et la pauvreté, ils rejeteront l'euro et cette Europe qui est, moins que jamais, celle des peuples.

Yves LANDEVENNEC

(1) <http://www.mediapart.fr/journal/international/080113/andree-orlean-la-situation-en-europe-est-des-plus-preoccupantes>

Quand Jean Valjean trahit Victor Hugo

« Le luxe est une affaire d'argent, l'élégance une question d'éducation » écrivait Sacha Guitry. Voilà une distinction qui n'effleurera même pas Depardieu, archétype du bâfreur vulgaire et sans scrupule. Il est parti mais contrairement à Cyrano, sans son panache. Le tapage fait autour de ses velléités d'émigration passe pourtant à côté de la question. Une fois de plus...

C'est dit, Depardieu s'en va parce qu'on le maltraite. On a d'abord refusé d'élire son ami Sarkozy, celui qui avait fait *tant de bien*, ensuite il s'estime trop taxé selon les lois mêmes de son ami. Donc, il nous quitte, une fuite ridicule à un kilomètre de la frontière mais côté Belgique. Aux dernières nouvelles il serait en partance pour la Russie. L'octroi d'un passeport par Vladimir Poutine est un geste inamical envers la France mais aussi, une forme d'ironie face à l'anti-russisme primaire des élites et des médias français.

Au reste, le triste cas de ce foutriquet ne devrait guère intéresser. Il représente de façon magnifique ceux pour qui le seul but de la vie est de s'enrichir sans jamais penser à rendre à la société une part de ce qu'elle leur a permis d'acquérir. Gégé aurait-il pu amasser des cachets aussi colossaux si la puissance publique n'avait puissamment aidé au montage d'un certain nombre de ses films ? C'est un bâfreur, le héraut de cette armée de nantis qui ne songent qu'à amasser, à s'empiffrer, au rebours de l'opinion du même Guitry qui voulait qu'être riche consistât à dépenser de l'argent et non à en avoir. Nous sommes bien loin de cela : le concours du *plus riche du cimetière* bat son plein.

Et quelques-uns de ses amis de se jeter bêtement à son secours. Sans jamais penser que ce qui compte c'est ce qui nous reste et non ce que nous avons payé. La démesure est telle que le simple fait de payer est devenu une torture. Pauvres riches, obligés de se tirer une goutte de sang en braillant comme si on les égorgeait. Madame Deneuve aurait du rester dans son silence, cela lui aurait évité le grotesque. Décidément, peu de gens ont le bonheur de disparaître en pleine gloire...

Au demeurant cela montre bien la lâcheté d'un gouvernement qui refuse de porter une réforme fiscale dont le pays a le plus urgent besoin. On se contente de replâtrer, de ravauder sans jamais s'attaquer à la racine du problème. Jacques Sapir a raison de souligner que s'attaquer à nombre de niches fiscales reviendrait à reconnaître que la catastrophe euro oblige à puiser dans la poche du contribuable plutôt que d'admettre un certain nombre d'évidences. Une fois de plus - mais nous le ferons tant que cela s'avérera nécessaire - nous réclamons une réforme fiscale d'ampleur, de nature à régler bon nombre de nos problèmes.

La décision du Conseil Constitutionnel, invalidant les dispositions fiscales dites des

75 %, marque bien l'impréparation et l'amateurisme des cabinets ministériels : n'avoir pas songé que la base de la fiscalité personnelle en France était le ménage et non la personne... C'est pourtant basique, mais pour avoir croisé à la fin des années 90 ceux qui peuplent aujourd'hui les entourages des ministres socialistes, je connais leur inculture et leur manque d'imagination. Cela fait beau temps que l'on ne recrute plus sur la compétence mais plutôt en fonction d'autres critères parmi lesquels génuflexion et réputation tiennent lieu d'études et de travail. L'un des principaux représentants de ce système a même été bombardé(e) ministre de plein exercice. Notons que ce mode de recrutement a largement essaimé dans le secteur de l'économie sociale comme dans le privé.

Ces réflexions peuvent vous sembler sortir du sujet mais le lien est pourtant fort. Le délitement moral, la disparition du courage intellectuel, citoyen et politique va de pair avec la volonté de satisfaction immédiate des instincts les plus vulgaires et les plus primitifs. Le mot de République est dans toutes les bouches et mis à toutes les sauces. Son contenu s'est évaporé depuis longtemps. La participation aux charges de la société, fon-

dement de la citoyenneté ne compte plus. C'est le règne du chacun pour soi, dans la plus pure tradition de l'ultra-libéralisme et du libertarisme triomphants. L'enfer c'est les autres. Les émigrés de 1789 et 1792 cherchaient à sauver leur peau, pas leur magot. La noblesse avait une éthique qui même minimale existait. Plus rien de tout cela aujourd'hui : « *Prends l'oseille et tire-toi* ».

Pensez simplement à ce qui se serait passé si un acteur américain avait tenu les mêmes propos que Depardieu ? Sa carrière se serait arrêtée là, sans espoir de retour. Le patriotisme est une valeur aux États-Unis, il est devenu une honte chez nous. C'est à celui qui profitera le plus en affichant le mépris le plus complet pour ses compatriotes qui bien souvent l'en remercient. Le pire dans tout cela, c'est qu'il se trouve toujours des victimes pour défendre ceux qui les grugent. Talleyrand prétendait que : « *les mécontents sont des pauvres qui réfléchissent* ». Est-ce qu'il avait tort où ont ils simplement cédé au conformisme ambiant qui demande que l'on plaigne à chaudes larmes ce qui ne sont nullement à plaindre ?

L'affaire Depardieu aurait du provoquer un tollé dans les catégories les plus modestes de la population. Que s'est-il produit de tout cela ? Rien ou si peu. Que faudra-t-il pour que la révolte éclate contre les nantis qui se contrefoutent de la situation de leurs contemporains, se cantonnant strictement aux belles paroles lénifiantes et aux galas de charité. Cela pourtant ne pourra durer éternellement, les questions essentielles se poseront vite et elles ne pourront plus être éludées ou noyées.

Il va falloir choisir : la charité ou la justice. Du train où vont les choses, la première est déjà insuffisante. Nous sommes résolument du côté de la seconde. Définitivement et sans appel.

Charles GUÉMÉNÉ

L'Afrique des chefs

Hollande a-t-il une politique africaine ? Il n'est pas tombé dans le piège des discours-programme mais il est mis à la dure épreuve des réalités du terrain.

On nous avait fait miroiter un grand discours lors du sommet de la francophonie à Kinshasa mi-octobre. Il n'en fut rien. On n'a donc pas eu de discours de Dakar qui, bien que longuement mitonné, avait été massivement rejeté par les opinions publiques africaines. A vouloir trop bien faire, M. Guaino s'était brûlé les ailes. La pratique de Sarkozy dans ses réceptions des chefs d'État africains, expéditive comme avec tout le monde, avait d'abord surpris les intéressés habitués à plus d'égards et de lenteur, mais les résultats suivirent. Donc on laissa faire.

Avec Hollande, non seulement il n'y a pas de grand discours, mais les chefs - l'Afrique est un monde de chefferies, depuis le village jusqu'au sommet de l'État, sauf rares exceptions - se plaignent in petto d'un manque de considération. Quel que soit le jugement négatif porté sur ces traditions monarchiques parfois poussées à l'excès, il reste qu'il faut préserver certaines formes. Quand le président Hollande le 27 décembre annonce brutalement que le temps où l'on intervenait pour protéger un régime était révolu, en l'occurrence dans le cas symbolique mais souvent caricatural de la Centrafrique, chacun comprend. Mais en ajoutant que les militaires français n'ont pour mission que la protection exclusive de nos ressortissants et de nos intérêts, le propos devient abusif. Il croit s'adresser à

l'opinion française qui pourtant, à ce stade, n'en a cure. Or les opinions africaines l'entendent d'un bout à l'autre du continent et traduisent : *les Africains peuvent bien crever...Hollande croit exorciser les fantômes de Bokassa et de Patassé. Il se met hors-jeu d'une partie bien plus importante : du Nord Mali à la Centrafrique, du Nord Nigeria au Soudan, l'intérieur de l'Afrique bouillonne par-dessus les frontières et quels que soient les chefs d'État, renversés d'une pichenette, tels les présidents, intérimaires et premiers ministres successifs à Bamako depuis le coup d'État du 22 mars dernier, et les armées plus nulles les unes que les autres.*

A peine deux semaines plus tard, Hollande est rattrapé par l'actualité : la menace d'une arrivée des Islamistes sur Mopti, le verrou du Sud, la porte ouverte vers le Sénégal, le Burkina Faso et la Mauritanie ! Dans ce vaste hinterland aride du centre de l'Afrique, ce sont les effets de la succession libyenne qui se font sentir. La Libye de Kadhafi était certes l'empêchement de tourner en rond mais, une fois l'accord trouvé, elle garantissait un minimum de respect : Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et jusqu'à la Centrafrique subissent de plein fouet le vide ainsi créé. Les uns et les autres sont déstabilisés, ne disposant plus de la manne de Tripoli pour prévenir des rebellions internes. Dans toutes ces régions, celles-ci sont par définition islamiques, puisqu'il n'y en a pas d'autres. Ce

qui ne veut pas dire que Bamako ou Bangui doivent se laisser entraîner dans des guerres de religion intestines.

Il y a donc d'autres enjeux pour la France que la protection de ses ressortissants, mais grands électeurs de quelques députés et sénateurs à Paris. Petit ou grand commerce, le problème n'est pas là. Bien sûr qu'on peut les protéger des pillages et les évacuer, comme en Côte d'Ivoire. On ne discutera pas de savoir combien il faut de soldats pour sécuriser l'aéroport et les points de regroupement des Européens. Mais, à moins de tenir un double langage, on ne dira pas qu'on ne se mêle pas de politique intérieure de ces pays. Ce serait bien dommage de ne pas, sinon s'en mêler du moins y regarder d'un peu près. D'ailleurs, quoi que l'on veuille, on y est bien obligé. M. Hollande peut dire : on ne fera rien pour sauver Bozizé, comme on n'a pas sauvé les responsables maliens. Il demeure qu'en tous lieux, il est indispensable de laisser du temps à la négociation. Sans en prendre soi-même la responsabilité (contrairement à Villepin pour la Côte d'Ivoire à Marcoussis), mais en agissant dans le cadre des Nations unies, en laissant faire les médiateurs africains, par exemple le burkinabé Compaoré pour le Mali, et les forces d'interposition sous-régionales, CEDEAO en Afrique de l'Ouest, CEMAC en Afrique centrale, et au croisement des deux, le Tchad, les seuls vrais guerriers du désert, qui ont tenu tête à Kadhafi et à Béchir. Pas sauveurs des uns ou des autres mais garants de l'ordre, d'un ordre minimal.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **ROUMANIE** – Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision TVR1, Andrei Chiliman, maire du 1^{er} arrondissement de Bucarest, l'un des maires les plus populaires de Roumanie, a déclaré que « *c'était maintenant le bon moment pour effectuer une révision constitutionnelle pour rétablir la monarchie dans l'intérêt du pays* ». Il rejoint ainsi les vœux du Parti National libéral (PNL) qui milite activement pour la monarchie et dont le président Crin Antonescu était arrivé en troisième position avec 20 % des suffrages lors des élections présidentielles de 2009. Aux législatives de 2012 le PNL a remporté 101 sièges sur les 412 que comporte le parlement.

◆ **ESPAGNE** – A l'occasion de son 75^e anniversaire et pour la première fois depuis 12 ans, le roi Juan Carlos a donné un entretien à la télévision publique TVE qui a rassemblé plus de 2,7 millions d'auditeurs. Des points forts de cet entretien il ressort que le roi n'a pas l'intention d'abdiquer, qu'il estime que son fils le prince des Asturies a été le mieux préparé à la succession « *de toute l'histoire de l'Espagne* », qu'il souhaite que « *l'on souvienne de moi comme le roi qui a uni les Espagnols* », que son souci premier est le sort des Espagnols au chômage et qu'il faut « *qu'ensemble, nous retrouvions la confiance, la confiance en nous-mêmes, la confiance en l'Espagne* », en une « *Espagne plus égalitaire et plus juste* ».

◆ **GRANDE BRETAGNE** – En réponse aux inquiétudes de certains qui craignaient que la modification des règles de succession ne porte atteinte à l'indépendance de l'Église d'Angleterre, Nick Clegg, le vice-Premier ministre a tenu à préciser que « *ces propositions ne modifient rien le statut de l'Église établie ou le statut du monarque comme chef à la tête de l'Église* ». On se souvient qu'une des réformes envisagées permettrait désormais à l'héritier du trône de se marier avec une personne de religion catholique. Devant les députés M. Clegg a affirmé que cette « *disposition discriminatoire* » avait été introduite au début du XVIII^e siècle « *en réponse aux activités de Louis XIV de France* » et qu'il « *ne pensait pas que c'était encore nécessaire au XXI^e siècle* ».

◆ **ARABIE SAOUDITE** – Dans un entretien accordé à l'AFP, le prince Talal Ben Abdel Aziz, demi-frère du roi Abdallah, estime que « *jusqu'à la tenue d'élections, il faut accorder des prérogatives au conseil de la Choura. Il doit pouvoir légiférer, approuver le budget et auditionner les responsables* ». L'Arabie saoudite n'a pas actuellement de Parlement mais seulement un Conseil de la Choura de 150 membres désignés par le roi et qui est une instance purement consultative. Agé de 82 ans, le prince Talal, surnommé le *Prince rouge* est un inlassable défenseur des réformes politiques et a rendu hommage à son demi-frère le qualifiant « *d'homme de réformes* », et exprimant l'espoir que « *Dieu lui accorde une longue vie afin qu'il accélère le processus de réformes politiques et sociales* ».

Tuer ou laisser mourir ?

Il est paradoxal de faire la guerre au nom de l'humanité puisqu'on tue des êtres humains, souvent innocents. Pourtant certains États, qui ont les moyens d'intervenir pour empêcher un génocide, ne se rendent-ils pas complices des criminels s'ils décident de respecter le principe de souveraineté étatique ? Jean-Baptiste Jeangène Vilmer explore toutes les impasses et toutes les solutions possibles dans un ouvrage ⁽¹⁾ qui permet de réduire les incertitudes.

Comme premier éclaircissement d'une question fort embrouillée, commençons par détruire une légende médiatique : celle d'un Bernard Kouchner qui aurait inventé le droit et même le devoir d'ingérence, faisant accomplir un pas de géant à l'humanité. Hélas, tel ne fut pas le cas. En 1991, le célèbre *french doctor* déclare que « nous entrons dans une époque où il ne sera plus possible d'assassiner massivement à l'ombre des frontières »... trois ans avant le génocide au Rwanda et quatre ans avant le massacre de Srebrenica.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, qui rappelle cette naïve prédiction, montre que le droit et le devoir ne sauraient être confondus : le droit ouvre une possibilité, le devoir est une obligation qui procède d'un impératif moral. « L'ingérence est une immixtion sans titre, c'est-à-dire sans droit. Littéralement, le droit d'ingérence est donc un non-sens, une contradiction dans les termes : il est le droit de s'immiscer sans droit, le droit de faire ce que l'on n'a pas le droit de faire. » Dans le droit international, il n'y a pas de droit d'ingérence mais un droit d'assistance humanitaire. Quant à la question générale de l'intervention militaire à visée humanitaire, elle ne remonte pas aux an-

nées quatre-vingt du siècle dernier mais... à la Chine antique où la guerre est une expédition punitive déclarée par l'autorité compétente dès lors qu'il n'y a pas d'autre recours pour destituer un tyran, donc pour protéger le peuple.

Bien entendu, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer étudie la doctrine de la guerre juste à Rome et chez les théologiens chrétiens, par exemple Suarez et Vitoria qui défendent le principe de guerres d'intervention pour faire prévaloir la justice et la civilisation chrétienne. Jean Bodin est lui aussi interventionniste mais sans reconnaître au peuple le droit à l'insurrection et le *Vindicae contra tyrannos* (2) énonce ceci : « Le Prince qui regarde comme en passant le temps les forfaits du tyran, le massacre des innocents, lesquels il pourrait conserver, pour certains en prenant du plaisir à une escrime si sanglante, est d'autant plus coupable que le tyran lui-même. » Les interventions humanitaires sont nombreuses au XIX^e siècle pour protéger les minorités dans l'empire ottoman et, à l'époque de la Société des Nations, le débat est vif entre partisans et adversaires de ce type d'intervention.

C'est en plein midi que Bernard Kouchner annonçait le lever du soleil mais la

question de l'intervention humanitaire n'est pas résolue pour autant car la Charte des Nations Unies comporte deux exigences contradictoires : l'article 2 énonce à l'alinéa 4 le principe selon lequel « les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies. » Or celles-ci veulent notamment développer et encourager « le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous... » (article 1). Comment faire lorsque ces droits et libertés sont menacés ou détruits par un État souverain ?

On peut bien sûr prendre le parti des droits de l'homme contre la souveraineté des États et fustiger le cynisme de la *Realpolitik*, ce qui permet d'obtenir de beaux succès d'estime. Des exemples nombreux et récents montrent que cet idéalisme est fonction des émotions médiatiques, qui ignorent d'épouvantables tragédies : entre 1998 et 2006, quatre millions de personnes ont été tuées en République Démocratique du Congo dans l'indifférence totale des médias occidentaux et des intellocrates parisiens. Et même en cas de crimes connus, l'intervention humanitaire se heurte à la puissance des États qui les commettent : la répression des Tibétains et des Ouïghours par les autorités chinoises suscite des protestations qui ne peuvent être suivies d'effets.

Dans d'autres cas, les interventions humanitaires masquent la défense d'intérêts strictement étatiques : ce fut le cas de la guerre déclenchée par les États-Unis contre l'Irak en 2003. Quant à la **responsabi-**

lité de protéger, qui impliquerait une obligation pour la *communauté internationale*, elle échoue à mobiliser la dite *communauté*, qui n'existe pas, au nom d'un devoir d'ingérence qui n'existe pas non plus : il faut recourir aux États pour mettre en œuvre une action humanitaire, sans que la « *responsabilité de protéger implique une action militaire*. » Loin de s'opposer à la cause des droits de l'homme, les États en sont les garants dès lors qu'ils ont la volonté et la possibilité d'agir.

Les constats réalistes ne sauraient justifier la résignation. En droit international, l'usage de la force est possible car l'ONU considère dans plusieurs de ses résolutions que les violations des droits de l'homme constituent une menace pour la paix et la sécurité. La légalité de l'intervention humanitaire s'appuie sur la légitimité du Conseil de Sécurité mais on sait que celui-ci peut être paralysé par le veto d'un ou de plusieurs de ses membres. Dès lors, certains juristes estiment qu'une intervention illégale peut cependant être légitime au regard de la justesse de la cause à défendre. La thèse est discutable car la légitimité devient en ce cas une notion floue, qu'aucune autorité n'est en mesure de préciser et de vérifier. Ce sont quelques grandes puissances qui en décident - les autres n'ayant pas les moyens d'agir illégalement.

Ainsi, lors de l'intervention occidentale au Kosovo, l'illégalité des opérations militaires était manifeste et l'opération de l'Otan a été justifiée par des considérations plus que douteuses - avec pour résultat l'installation à Pristina d'un pouvoir qui s'est rendu coupable de multiples exactions.

Cet exemple négatif ne disqualifie pas dans l'absolu les interventions militaires qui sont décidées hors d'une résolution du Conseil de Sécurité : certains juristes reconnaissent que le droit ne peut pas résoudre toutes les questions et que, dans des circonstances exceptionnelles, une décision extra-juridique, de nature politique, peut s'avérer indispensable pour éviter un massacre ou un génocide. Il importe que la décision politique de l'intervention militaire soit prise en fonction de considérations aussi objectives que possible.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer examine de manière très précise les critères qui permettent d'établir que la cause est juste tout en prenant soin de préciser que « *l'intervention humanitaire n'étant pas un droit au sens positif du terme, elle n'a pas de règles d'engagement précisant quels sont les droits visés, elle n'a pas de cause objective, elle n'est pas une réponse se déclenchant automatiquement à*



ALORS DOC, ON LA FAIT CETTE GUERRE ?

■ **Somalie : l'ingérence humanitaire, selon Kouchner.** (Photo : PPCC)

chaque fois qu'un certain droit est violé dans le monde. Elle résulte plutôt d'une appréciation subjective d'une situation donnée. »

La cause juste de l'intervention, ce n'est pas seulement le génocide, plus difficile à établir qu'on ne le pense dans les médias qui le placent au sommet dans la hiérarchie des atrocités, comme si les autres crimes étaient moins graves. Il faut au contraire considérer tout à la fois les génocides, les massacres de masse et les opérations de nettoyage ethnique comme de justes causes d'interventions qui doivent avoir un caractère exceptionnel.

L'intervention de l'Otan en Libye était justifiée par la menace de massacre de la population de Benghazi mais l'élimination de Kadhafi selon une conception extensive de la résolution 1973 fait débat et suscite la méfiance de la Russie et de la Chine quant à de nouvelles initiatives concernant la Syrie. Il faut encore souligner que nul n'est jamais assuré d'intervenir à bon escient car il faut agir avant que le massacre soit commis et les victimes potentielles peuvent exagérer la menace ou l'inventer. On peut cependant estimer, avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, que l'approche *conséquentialiste* par l'estimation du dommage est pertinente quant à la décision d'intervenir : « *la cause est juste lorsque le dommage auquel elle correspond fait davantage de victimes que n'en ferait l'intervention.* »

C'est là une conception minimaliste qui permet d'éviter que l'intervention humanitaire soit revendiquée - comme dans le cas de l'attaque de l'Irak en 2003 - pour promouvoir la démocratie par la guerre contre les tyrans - du moins contre certains d'entre eux. Elle s'accompagne

d'une exigence de prudence dans l'action militaire afin que le résultat, pour la population concernée, soit positif.

Là encore, la guerre américaine en Irak s'est faite à l'encontre de tout souci humanitaire puisque 100 000 civils irakiens ont été tués entre mars 2003 et septembre 2004. Même constat pour l'agression contre la Yougoslavie en 1999 : la guerre **zéro mort** qui fascinait les humanistes de *Libération* a provoqué la mort de 1 500 civils à cause des bombardements de haute altitude, sans compter toutes les personnes - Kosovars, Serbes, Roms - qui ont été tuées à la suite des événements déclenchés par la campagne aérienne de l'Otan.

Le travail considérable accompli par Jean-Baptiste Jeangène Vilmer offre des clarifications décisives dans les concepts et dans la terminologie, qui conduisent à une doctrine remarquablement sensée de la guerre faite au nom de l'humanité. Il faut le répéter : cette doctrine ne garantit pas l'action juste et exactement proportionnée, ni un résultat parfaitement satisfaisant mais elle devrait permettre au gouvernement français de résister aux opérations montées par les États-Unis et aux emballements médiatiques qui, curieusement, suivent toujours la pente de l'occidentalisme.

B. LA RICHARDAIS

📖 (1) Jean-Baptiste Jeangène Vilmer - « *La guerre au nom de l'humanité - Tuer ou laisser mourir* », PUF, 2012, prix franco : 31 €. Préface d'Hubert Védrine. Sauf indications contraires, les citations sont tirées de cet ouvrage.

[Achat immédiat](#)

📖 (2) Sur cet ouvrage, cf. Blandine Kriegel - « *La République et le prince moderne* », PUF, 2011, prix franco : 26 €.

[Achat immédiat](#)

Thorez

Quand l'overlittérature, dont Gilles Ascaride, *Marseillais renégat* est tout à la fois le concepteur et le conceptualisateur, se prolonge en overpolitique, cela donne quoi ?

De drôles de récits (1) où il est question du roi Hassan II, de CRS, de l'OM et de bien d'autres sujets plus ou moins éminents, parmi lesquels je privilégie une révélation sur l'histoire de la sexualité et une autre sur le génie de la langue.

La révélation faite par Gilles Ascaride aux jeunes esprits qui croient dur comme fer que mai 1968 fut l'époque de l'Amour et de la Révolution accomplis en même temps dans la geste sublime du lanceur de pavés et du baiseur à tout-va, c'est qu'il y eut à cette époque une misère sexuelle qu'il expose par le menu dans une confession dont la sociologie se souviendra.

Pathétique leçon, qui vient après une autre : tout en expliquant pourquoi et comment il a tué Maurice Thorez, mort en mer Noire le 11 juillet 1964, le fondateur du festival d'Overlittérature nous dit les complexités infinies, délicieuses mais parfois torturantes de la langue russe dans ses verbes aux transformations troublantes et dans sa prononciation si difficile et périlleuse pour les écoliers français de tous âges et conditions.

Embarquez sur le *Litva*, fier paquebot soviétique, et vous en apprendrez de belles !

Igor TAVARICHE

(1) Gilles Ascaride - « *J'ai tué Maurice Thorez et autres histoires overpolitiques* », Éd. Le Fioupélan, 2012, prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)

Des héros et des salauds

Face à des dirigeants de la SNCF soumis à Vichy et aux Allemands, le peuple cheminot a participé à la Résistance avec vaillance et efficacité. Jean-Pierre Richardot raconte cette histoire et révèle la figure exemplaire et trop longtemps ignorée de Léon Bronchart.

On a fabriqué le mythe de la *France unanimement résistante* pour mieux le déconstruire, accuser les résistants de mensonge et dénoncer une *France veule* non moins mythique. Dès le début de l'Occupation, nul ne pouvait ignorer qu'il y avait parmi les Français des traîtres et des résignés. Cette vérité pénible ne fut pas oubliée à la Libération, ni après. On fusilla, on emprisonna maints agents de la Collaboration mais certains échappèrent à la justice grâce aux solidarités corporatives, partisans ou spirituelles...

La SNCF fut à l'image de la France occupée : en son sein, il y eut des héros et des salauds. On ne saurait s'en tenir à cette considération générale et il faut remercier Jean-Pierre Richardot de mettre vigoureusement les choses au point. (1) Les complices actifs des Allemands se trouvaient à la tête de l'entreprise publique : le directeur général, Robert Le Besnerais, collabore sans états d'âme et organise la lutte contre les cheminots résistants avec une efficacité qui lui vaudra les éloges de Vichy ; le président de la SNCF, Pierre-Eugène Fournier, accepte quant à lui de prendre la présidence du Service de contrôle des administrateurs provisoires (SCAP) et organise de novembre 1940 à mars 1941 la spoliation des Juifs selon le droit allemand. À leur suite, beaucoup de hauts res-

ponsables de la SNCF exécuteront sans discuter les ordres de la puissance occupante et du pouvoir de fait établi à Vichy : pour eux, les trains transportant les soldats allemands et leur matériel doivent partir et arriver à l'heure, de même que les convois de déportés politiques et raciaux. Comme les policiers et les gendarmes qui raflent les Juifs et pourchassent les résistants, ces fonctionnaires ne sont pas des partisans du nazisme ou de Vichy : ils se contentent d'obéir aux ordres terribles qu'on leur donne. Mais quand un préfet courageux donne l'ordre aux gendarmes de ne pas voir les Juifs cachés dans les villages cévenols, ils ne voient rien...

À l'opposé, le peuple cheminot. Jean-Pierre Richardot ne dit pas que tous les employés ont participé à la Résistance mais il décrit un mouvement de masse d'où procèdent les petits gestes de fraternité et les formidables exploits : l'un recueille les lettres jetées par les déportés enfermés dans les wagons, l'autre transporte un évadé tandis que des groupes bien organisés font dérailler les trains. Les Allemands se vengent impitoyablement et dans nos gares les listes de cheminots morts pour la France disent l'ampleur des sacrifices qu'ils ont consentis.

Au fil de cette histoire racontée avec précision et

passion, on rencontre beaucoup de fortes personnalités : Edmond Michelet, Jacques et Mireille Renouvin, l'abbé Alvitre, un corrézien qui prêtait sa soutane aux poseurs de bombes, à l'insu de son évêque ce qui va presque sans dire... Mais c'est un cheminot inconnu - ou presque - qui est la figure centrale du livre : Léon Bronchart, engagé volontaire en 1914, prisonnier, évadé, sergent-chef décoré de la médaille militaire française et anglaise, est un homme tout simple qui n'entre pas en résistance : il est tout simplement résistant, dès juin 1940, faisant passer la ligne de démarcation aux courriers clandestins et à des fugitifs.

C'est ce cheminot qui, le 31 octobre 1942, refuse de conduire un train de déportés et qui plus tard fera plier tout un conseil de discipline. Ouvrier et soldat, Léon Bronchart fut un saboteur de génie. Ses multiples activités lui vaudront d'être arrêté en même temps que son fils par la Gestapo. Il survivra aux camps de concentration et reprendra sa vie simple et fervente dans la fidélité à ses compagnons disparus. Devenu garde des Sceaux en 1958, Edmond Michelet lui fera décerner les plus belles décorations.

Mais la SNCF n'a toujours pas reconnu ce patriote exemplaire. Il n'est pas trop tard pour réparer ce qu'on doit s'efforcer de considérer comme un oubli.

B. LA RICHARDAIS

(1) Jean-Pierre Richardot - « *SNCF - Héros et salauds pendant l'Occupation* », Éd. du Cherche-Midi, 2012, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

Se souvenir de Romain Rolland...

La vie littéraire et la vie des idées, qui ne manquent pas de croiser la vie politique, offrent souvent des itinéraires déconcertants, qui parfois se perdent dans les sables de l'oubli. Qui se souvient encore de Romain Rolland, qui fut pourtant prix Nobel de littérature en 1915 et dont le roman *Jean-Christophe* exerça une véritable fascination sur plusieurs générations ? Sans doute a-t-il été victime de son soutien résolu au régime soviétique et à Staline lui-même. Le petit père des peuples ne l'avait-il pas signalé à l'attention des masses laborieuses comme **l'ingénieur des âmes**, ce qui constitue à posteriori un titre de gloire assez douteux. François Furet a rappelé, de la façon la plus cruelle dans *Le passé d'une illusion* la rencontre du despote et de l'écrivain au Kremlin comme le symbole même de la jobardise intellectuelle face à la réalité totalitaire. Et pourtant ! Pas plus qu'il n'est possible et juste de réduire Aragon à son errance avérée, il ne convient d'accrocher au cou de Romain Rolland la meule fatale de la réprobation. Si l'homme s'est beaucoup trompé, ce ne fut jamais en vertu d'on ne sait quelle perversité mais toujours à cause de la générosité d'un idéalisme aveugle. Il n'avait pas supporté la sauvagerie de la Première Guerre mondiale et s'était voulu – lui qui avait été le compagnon de Péguy ! – *au-dessus de la mêlée*. On sait comment le pacifisme conduisit beaucoup d'adeptes à se précipiter dans la collaboration avec le nazisme. L'auteur de *Jean-Christophe* fut préservé de cette tentation par ce qu'il y avait de droiture en lui et de véritable amour de l'humanité. Hitler l'effrayait trop pour qu'il envisage seulement le début d'un compromis. Quant à Staline, le coup du pacte germano-soviétique fut trop rude pour qu'une vraie complicité subsistât.

Il est vrai qu'une certaine incertitude régnait sur les sentiments de Rolland pendant l'Occupation. On savait qu'il avait résidé à Vézelay jusqu'à sa mort l'avant-dernier jour de l'année 1944, s'abstenant de toute prise de position publique et même d'articles dans la presse. La publication du *Journal de Vézelay* qui vient seulement d'intervenir dissipe toutes les incertitudes et les fausses rumeurs. Il n'est plus possible de douter des convictions d'un homme qui rejette l'oppression de toute son âme et ne se retrouve pas plus dans l'idéologie de Vichy. Sans doute n'appartient-il pas à la Résistance active, mais cela est dû autant à son état de santé qu'à une réelle prudence pratique. Et puis il est trop évident que nous avons affaire à un esthète peu doué pour l'action. Et même si on ne peut plus le considérer *au-dessus de la mêlée* - il souhaite de tout son cœur l'effondrement du nazisme - il n'en occupe pas moins une position qui l'érige non pas en juge mais en témoin qui va parfois jusqu'à l'indulgence. On est ainsi surpris de sa proximité avec Alphonse de Châteaubriant, dont la fascination pour le Führer défie toute raison. Mais il s'agit d'une amitié ancienne qui n'a rien à voir avec la politique et doit tout à l'intérêt psychologique et aux labyrinthes de la culture. D'une certaine culture... Mais évoquer cet aspect c'est déjà s'engager dans les replis intimes

par Gérard Leclerc



de l'aventure personnelle d'un écrivain dont le compagnonnage avec le communisme n'est nullement significatif des réelles recherches intellectuelles voire mystiques. *L'ingénieur des âmes* avait plus à voir avec les sages d'Extrême-Orient, avec Gandhi et Tagore qu'avec Marx et Engels.

Ce n'est pas pour autant qu'il faut le considérer comme une sorte d'ovni venu de nulle part, car son amitié avec Maurice Thorez, à fortiori avec Louis Aragon, est significative d'une certaine sensibilité où la militance communiste a trouvé son terrain d'élection. Je me suis souvent rendu compte d'un état d'esprit tolstoïen chez beaucoup de militants ou de proches du Parti. La révélation du Goulag fut un drame pour ceux qui prirent conscience de l'abîme qui séparait l'idéal poursuivi de l'univers du socialisme réel. Ce qui peut étonner, c'est que Romain Rolland ait été le compagnon de Péguy, qui nous semble aux antipodes d'une pareille mentalité. Mais les gens qui fréquentaient la boutique des *Cahiers de la Quinzaine* étaient fort divers et la suite devait les éloigner. Rolland ne se sentait guère proche de Georges Sorel et il détestera Daniel Halévy. Son propre parcours devait le rendre étranger à ceux qui se reconnaissaient dans le *péguyisme*. Il concevra quelques humeurs à l'égard de ce qu'il considère comme une récupération de celui dont il a été le « *plus ancien et le principal collaborateur*. » Il proteste contre une représentation hagiographique d'un personnage qu'il a connu très incommode : « *Le grand Péguy, brûlé de fièvre, qui succombait sous une tâche gigantesque, qu'il s'obstinait à vouloir porter tout seul, était souvent rongé d'une âpre mélancolie, qui n'était point tendre pour ses ennemis, ni pour ses amis.* »

À cette période de Vézelay, Rolland veut restituer le souvenir intact du gérant des *Cahiers*. Il peut le confronter à celui d'autres proches de Péguy qui vivent encore. En première position : Geneviève Favre, fille de Jules Favre, un des fondateurs de la Troisième République, qui est la mère du philosophe Jacques Maritain. Un personnage étonnant que cette protestante qui se voulait libre penseuse et avait une perception très particulière du poète du *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*. Ayant été sa confidente elle pouvait contester des interprétations qui ne correspondaient pas à ses convictions. Pour autant, Romain Rolland n'admettait pas qu'elle le retranche, par préjugé, du catholicisme. C'était contraire à ce que lui-même avait observé directement et aussi à la relecture des textes. Et là il retrouvait sa fervente admiration. Notamment en replongeant dans l'admirable *Note conjointe* sur Bergson.

On retrouve aussi la singularité de Romain Rolland, en constatant qu'après Péguy, l'écrivain le plus admiré et même le plus proche humainement de lui n'est autre que Paul Claudel. Les deux hommes avaient été condisciples au lycée Henri IV, mais l'existence les avait placés aux antipodes l'un de l'autre. C'est pendant l'Occupation qu'ils vont renouer, à cause de l'épouse de Romain Rolland, Marie, qui s'est convertie au catholicisme. La confiance deviendra telle que l'habitant de Vézelay accueillera chez lui Rosalie Vetch et sa fille Louise, qui n'est autre que l'enfant adultérin du poète. Plusieurs rencontres, une correspondance passionnée établiront que les deux écrivains ont énormément en commun. L'auteur de *Jean-Christophe* n'ira pas jusqu'à épouser la foi chrétienne de l'auteur des *Cinq grandes odes*. Leur amitié retrouvée est néanmoins la preuve tangible des miracles que peut produire l'attachement à un même trésor de culture et de mémoire, où se forment les œuvres de l'esprit.

📖 Romain Rolland - « *Journal de Vézelay - 1938-1944* », édition établie par Jean Lacoste, Bartillat, prix [Achat immédiat](#) | franco : 39 €.

📖 François Furet - « *Le passé d'une illusion* », Calmman-Lévy et Robert Laffont, prix franco : 25 €.

[Achat immédiat](#) |

Citations

Jacques Chevallier

Tout le monde connaît bien l'expression selon laquelle la culture est comme la confiture, moins on en a, plus on l'étale ! Trop souvent, le recueil de citations s'inscrit dans cette perspective et devient le bréviaire du pédant. On croit cacher la banalité de sa pensée en se plaçant sous l'autorité de quelque grand nom et en imposant au commun par une science élitiste, mais on ne fait finalement que la démonstration de sa capacité à réciter, ce qui est à la portée du premier perroquet venu.

Mais il est un autre usage possible de la citation, et c'est bien à celui-ci que nous convie le regretté Lucien Jerphagnon dans cette compilation intitulée *C'était mieux avant...* à laquelle a été adjoint un *Petit Livre des Citations latines*. Cet usage, c'est celui d'excitant de la réflexion, de caféine de l'intelligence. Et ce stimulant agit de manières variées. Il nous ramène à la modestie, car il nous révèle que ce que nous pensons a, le plus souvent, déjà été pensé. Il nous ouvre les yeux quand il nous montre que ce que nous prenions pour une grande réflexion n'est qu'un pauvre lieu commun rabâché au fil des siècles. Mais il nous reconforte aussi quand il dessine les contours d'une sagesse humaine qui transcende les générations.

La valeur d'un recueil de citations (outre la qualité du compilateur), c'est l'usage que nous en faisons. Les commentaires érudits et malicieux de Lucien Jerphagnon nous aideront à en faire un bon usage.

Patrick PIERRAN

Lucien Jerphagnon - « *C'était mieux avant...* », Tallandier (Texte), 242 pages, prix franco : 10 €. [Achat immédiat](#)

Autant l'actualité se griffonne perpétuellement, autant l'histoire met longtemps à s'écrire. Même certains témoignages de premier plan tardent à paraître. Parmi eux, ceux touchant à Jacques Chevallier.

Jacques Chevallier sa silhouette d'homme, et son rôle dans l'histoire algérienne, nous atteignent enfin, et sous un angle tel, qu'ils peuvent interpeller la mémoire des nations algérienne et française. Ce qui serait bien dans l'esprit de cet homme, qui ne cessa de vouloir *faire le pont* entre elles alors que la malice des temps s'acharnait à les opposer radicalement.

Il était né d'une famille creusoise implantée en Algérie, puis passée pour affaires à la Nouvelle Orléans où elle s'allie à une descendante française des *filles de la Révolution américaine*. Elle revient à Alger pour prendre la relève de la tonnellerie familiale de Bab el Oued, où l'oncle de Camus travaillait en son temps. De ces enfances outre-atlantiques, *Jack l'Américain* gardait, paraît-il, sa dégainé interminable, son humour élégant et son goût effréné des Pall Mall, quoiqu'il ait vite perdu tout accent pour entrer dans le vif de la société algérienne. Trop bon élève des jésuites, études de droit, bientôt Croix de Feu genre *droite sociale* rebelle aux exclusions, il se rêve saint Vincent de Paul dans un œcuménisme islamo-chrétien dont nos moines de l'Atlas ont encore l'héritage. Il fait ses premières armes comme élu local du Parti social français dans les années 30.

S'engage en 39 bien que père de famille, revient pour se retrouver dans les basques de Weygand, puis, l'Algérie passée sous tutelle américaine, témoin de l'échec des

premières revendications démocratiques du PPA (Parti du Peuple algérien) de Messali Hadj. Campagne d'Italie, Monte Cassino, Rome, puis en mission dans les services secrets du DGSS à traquer le renseignement scientifique, atomique peut-être, aux États-Unis et au Mexique. C'est là-bas qu'il croise Souvarine, ami de Trotski, ancien du Komintern, antistalinien en exil, qu'il adopte pour ami indéfectible. De retour à Alger en 45, et assez prometteur pour être coopté parmi les *radicaux*, il est encore à droite face à la répression des troubles de Sétif, mais devant la montée de l'OS (Organisation spéciale) de Messali Hadj, il saisit soudain ce qu'a d'inexorable la volonté de libération algérienne. Il sera dès lors constamment tourné vers le dialogue et la tentative de conciliation qui lui vaudront l'amitié des arabes et, chez la plupart des Européens, la réputation aggravée de *séparatiste*. Cependant, élu à l'Assemblée nationale comme Republicain Indépendant en 52 il conquiert en 53 la Mairie d'Alger, puis est appelé au poste de Secrétaire d'État à la guerre par Mendès-France. La même année éclate la Guerre d'Algérie.

Il faut suivre pas à pas le parcours politique et humain de Jacques Chevallier au fil des témoignages que nous livre José-Alain Fralon. Le développement de la capitale algérienne sous sa gouverne, associée aux talents contrastés de l'architecte Fernand Pouillon, avait en soi de quoi ouvrir l'avenir à ce pays. Plus

profondément, des parallèles montrent sa fraternité secrète avec Albert Camus et les situent ensemble dans l'inconfort *héroïque* des hommes de conviction. Leur refus instinctif des solutions brutales qu'étaient l'indépendance totale ou la radicale intégration se traduisait par le choix assumé d'un fédéralisme auquel les élites algériennes étaient peut-être encore assez fortes pour donner la préférence sur la lutte révolutionnaire. À condition que ce choix s'impose avec assez de conviction pour rassurer et entraîner une société européenne au complexe obsidional. Quant à la Métropole, cette issue dérangeait sa paresse jacobine. Bref, Chevallier n'était et ne fut jusqu'au bout entouré que de quelques mousquetaires des deux bords qui avaient reconnu en lui le porteur d'une espérance follement raisonnable.

Mais son crédit lui permit d'accomplir un exploit final : réunir autour d'une table les chefs FLN et OAS qui, par les accords Mostefaï-Susini, préservèrent Alger des destructions et du bain de sang qui se préparait après les accords d'Évian.

Le maire d'Alger, n'avait pu empêcher la guerre, mais fut des rares Européens qui obtinrent la nationalité algérienne et dont la famille garda là-bas ses racines. Curieusement, lui et ses rares amis, en se désignant du nom de *libéraux*, furent sans doute les derniers à porter honorablement parmi nous cette étiquette.

Luc de GOUSTINE

José-Alain Fralon - « *Jacques Chevallier, l'homme qui voulait empêcher la guerre d'Algérie* », Fayard, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

CONGRÈS 2013

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **13 et 14 avril 2013**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**L'unité de la nation française**" et, d'autre part, "**Politique militaire de la France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

ADHÉRENTS

En prévision de l'augmentation sensible de notre loyer dans nos futurs locaux, nous avons sollicité tous ceux qui règlent leur cotisation par virement automatique, et qui ne l'ont pas revalorisée depuis longtemps, de le faire, ne serait-ce que de quelques euros.

Merci de répondre à cet appel.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ **A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.**

◆ **La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.**

◆ **Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).**

● **Mercredi 23 janvier** - Sociologue au CNRS et président du club *Politique autrement*, auteur de nombreux ouvrages qui font référence – sur l'organisation du travail, sur Mai 1968, sur la gauche, sur la modernité - **Jean-Pierre LE GOFF** décrit dans son dernier ouvrage publié « **La fin du village** », ce village qui joue un grand rôle dans notre imaginaire national. Son enquête porte sur Cadenet, bourg du Luberon, où il a séjourné à de nombreuses reprises.

Loin des clichés sur la Provence « traditionnelle », Jean-Pierre Le Goff montre comment une ancienne collectivité villageoise a vécu et subi les évolutions qui ont marqué la société française depuis 1945.

Si vous partagez nos objectifs

Adhérez à la NAR !

Formulaire sur demande ou en ligne
<http://narinfo.voila.net/Adherer.htm>

Le tourisme de masse, les nouveaux résidents, l'écologisme, les événements organisés par les « cultureux », les nouvelles façons de consommer et le chômage font peu à peu disparaître l'ancien peuple de France. Dès lors, comment pouvons-nous continuer à vivre ensemble ?

● **Mercredi 30 janvier** - Plus souvent cités que lus, les *Mémoires pour l'instruction du Dauphin* et les autres écrits de Louis XIV – dont les *Réflexions sur le métier de roi* - sont de grands textes politiques, qu'il faut placer à côté du *Testament politique* de Richelieu et des *Mémoires* du général de Gaulle.

Spécialiste des XVII^e et XVIII^e siècles, auteur de nombreuses biographies qui font référence, **Jean-Christian PETITFILS** était particulièrement qualifié pour étudier « **Le métier de roi** » à partir de textes qu'on ne saurait enfermer dans la théorie et la pratique de l'absolutisme. Il s'agit d'une réflexion sur l'État et sur la fonction de chef d'État qu'il est important de connaître et de méditer en une période marquée par la perte du souci politique : la gestion des dossiers efface le souci du bien commun, la « gouvernance » a remplacé l'art de gouverner sur lequel Louis XIV reste de

très bon conseil.

● **Mercredi 6 février** - Historien, ancien directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur*, éditorialiste à *Marianne*, **Jacques JULLIARD** vient de publier un ouvrage qui est appelé à faire référence. Acteur et témoin des évolutions de la gauche depuis plusieurs décennies, il a su se mettre à distance de ce milieu politique, social et intellectuel pour en donner une analyse critique.

Quant à la gauche, nous croyons tous savoir ce qu'elle est. Mais toute tentative de définition se heurte à la complexité des idées et des choix politiques des organisations et des personnalités de gauche. Jacques Julliard a intitulé son ouvrage « **Les gauches françaises** » pour rendre compte d'une diversité qui tient aux origines, aux époques, aux orientations et que l'imaginaire de gauche – si différent des données historiques – vient encore compliquer. Dès lors, qu'en est-il de son unité ?

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (10 € pour l'année)

21 JANVIER

A Paris, la messe traditionnelle en hommage à Louis XVI aura lieu le **lundi 21 janvier à 12 h 15** en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, 75001 Paris.

Un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera ensuite amis et sympathisants de la NAR autour d'Yvan Aumont, Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin dans la limite des places disponibles..

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le fatalisme, jusqu'où ?

L'optimisme et le pessimisme sont des humeurs individuelles qui ne devraient pas affecter le jugement et la volonté politiques. Variables selon les jours et les saisons, l'état de santé et les heures de sommeil, ces *états d'âme* sont d'ordinaire dominés chez les politiques – pas seulement chez eux – par l'ambition, les convictions, les projets, en somme par des espérances ou une espérance.

Répondant à « *l'appel, impératif, mais muet, de la France* », Charles de Gaulle fit renaître l'espoir de la nation parce que lui-même ne cessa d'espérer dans les moments qui incitaient au pessimisme le plus noir. Cette espérance tenait au caractère de l'homme et à ses certitudes de politique et de stratégie, mais plus encore : « *Pas un illustre capitaine qui n'eût le goût et le sentiment du patrimoine et de l'esprit humain. Au fond des victoires d'Alexandre, on retrouve toujours Aristote...* » écrivait-il dans *Le fil de l'épée*.

Tout homme d'État, aujourd'hui, devrait se souvenir avec Charles de Gaulle que « *la véritable école du commandement est celle de la culture générale* » et que le salut public exige la rectitude des convictions. Hélas, c'est le contraire que nous constatons. La culture générale s'est perdue dans les faux-semblants de la communication et il est recommandé, pour réussir, de répudier les idées non conformes.

François Hollande aurait pu rompre avec le prétendu réalisme des aventuriers politiques. Certains discours, de belle allure, le

donnaient à penser. L'espoir était ténu. Il s'est amenuisé lorsque Éric Dupin nous expliqua, en juin, que le président de la République n'avait aucune vision de l'avenir et qu'il agirait selon les rapports de force (1). Les observations de notre invité, point hostile à François Hollande qu'il connaît depuis fort longtemps, sont maintenant prolongées dans un article qui précise le portrait (2). À l'inverse de la célèbre formule de Gramsci, François Hollande aurait « *l'optimisme de*



l'intelligence et le pessimisme de la volonté ».

Cela signifie que nous sommes dirigés selon des humeurs. Éric Dupin décrit un homme d'une « *sérénité à toute épreuve* » et protégé par son humour, ce qui pourrait être positif. Cependant, « *intimement persuadé que tout finira par s'améliorer en un juste retour des choses, il se garde de chercher à forcer le destin. Cet optimiste congénital laisse le volontarisme aux visionnaires naïfs et aux décideurs aventureux* ». Pire : il s'est fabriqué une « *philosophie benoîtement cyclique* » qui procède de sa belle humeur et la conforte. D'où ses déclarations sur la fin de la crise de la zone euro et le retour de la

croissance en 2013. D'où un « réalisme » tissé de concessions majeures aux banquiers, aux patrons, à la chancelière allemande - à tous ceux qui montrent ou montreront les dents. « *Au final, l'optimisme bonhomme de Hollande fait le lit d'un fatalisme arrangeant* » conclut Éric Dupin qui nous permet de comprendre ce qui nous arrive.

Cela ne nous rendra pas compréhensifs ! Avec François Hollande, nous sommes à l'opposé des chefs d'État et de gouvernement qui ont constitué notre pays, des premiers rois de France à Charles de Gaulle. Tous avaient la volonté de ne pas consentir aux rapports de force existants – ce qui leur permettait d'en créer de nouveaux, qui confortaient le projet commun. Tous refusaient les fausses figures de la fatalité. En ce début de siècle nous sommes passés de l'activisme de Nicolas Sarkozy - qui masquait la soumission aux financiers, l'alignement sur l'Allemagne et le retour dans l'Otan - au fatalisme de François Hollande qui se contente d'entériner les mêmes dépendances. Nous sommes seuls, face à un président et un gouvernement qui ne veulent pas utiliser les pouvoirs considérables qu'ils détiennent selon la Constitution. Si rien ne s'arrange dans la crise de l'ultra-libéralisme, nous irons vers une violence que François Hollande prévoit mais que nulle bonne étoile ne peut arrêter... De quels malheurs la France devrait-elle être frappée pour que le président de la République prenne les décisions salutaires ?

Bertrand RENOUVIN

(1) Sa conférence aux *Mercredis de la NAR* a été publiée sous forme d'entretien dans *Royaliste* n° 1018, 17-30 septembre 2012. Cf. Éric Dupin, *La victoire empoisonnée*, Seuil, 2012.

(2) Cf. Slate.fr : <http://www.slate.fr/story/66543/hollande-optimisme-pessimisme-volontarisme-strategie>